

# L'Étincelle

*Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire*



**PSA Poissy**

Lundi 11 février 2019

## ***La colère est toujours là... les manifestants aussi !***

Samedi dernier, pour l'acte XIII du mouvement des Gilets jaunes, le gouvernement annonçait l'essoufflement du mouvement... comme il le fait chaque semaine depuis bientôt trois mois ! Un mouvement qui renaît pourtant de plus belle à chaque occasion de manifester par dizaines de milliers dans les rues. Les manifestations de samedi ont suivi celles du 5 février : la CGT et Solidaires – rejoints par les Gilets jaunes – avaient appelé à la grève et environ 300 000 personnes avaient défilé dans les rues.

### ***Violences policières : l'aveu de faiblesse du gouvernement***

Macron et Philippe ne savent plus quoi faire : des mises en scène du « grand débat » aux discussions sur le rétablissement ou non du 90 km/h sur les routes, toutes leurs tentatives pour botter en touche ont échoué. Dernier avatar : Macron voudrait un référendum à l'issue du « grand débat »... Peu de chances que les questions nous apportent satisfaction vu qu'il est interdit d'y parler salaires, niveau de vie, suppression du CICE, rétablissement de l'ISF...

Il ne reste à l'exécutif que la répression : depuis novembre, la brutalité policière a fait plus de 1 700 blessés, dont au moins 94 graves, 13 au moins ayant perdu un œil selon un décompte de la Ligue des droits de l'Homme du 18 janvier – et donc déjà dépassé. Samedi encore, à Paris, un manifestant a eu la main arrachée par une grenade. Quatre jours plus tôt, Castaner faisait voter à l'Assemblée nationale une « loi anticasseurs », écrite par la droite et qui renforce les pouvoirs déjà exorbitants des préfets et de la police.

Mais les flics n'ont que très difficilement le dernier mot face à des Gilets jaunes qui ne se laissent pas impressionner. Et c'est bien cela qui donne des sueurs froides à Macron, Philippe et, au-delà, à tous les nantis : la brutalité de la répression ne fait pas taire la contestation, preuve de l'impuissance de l'exécutif à reprendre la main.

### ***Gouvernement et patronat ont peur que nous rejoignons les Gilets jaunes ? Raison de plus pour le faire !***

À défaut, le gouvernement tente au moins de rassembler derrière lui le monde des riches. Sa « loi alimentation » satisfait les lobbies de l'agro-industrie et de la grande distribution, et a déjà fait augmenter de 4 % le prix des cent produits les plus vendus.

Le gouvernement veut aussi supprimer 120 000 postes de fonctionnaires. Cela annonce de nouvelles coupes sombres dans des établissements scolaires déjà sinistrés. Dans les hôpitaux aussi, où rien ne va déjà plus : nouvelles fermetures de lits, d'unités de soin, et des personnels toujours plus exténués par le manque d'effectifs. Tout cela pour dégager l'argent des subventions qui permettent d'arroser les actionnaires, comme le CICE : 20 milliards d'euros par an – 40 sur le budget 2019 !

***Dans les entreprises aussi***, les raisons de nous battre ne manquent pas. Partout, les directions font pression pour intensifier le travail. Et, toujours, l'épée de Damoclès des licenciements, des fermetures, comme on l'a encore vu avec les 200 travailleurs licenciés de l'usine Arjowiggins, qui produisait le papier... des billets de banque : spectaculairement, ils ont mis le feu aux stocks... Tout un symbole !

Mais gouvernement et patronat ont peur que nos luttes rejoignent celle des Gilets jaunes. Ne cherchez pas, c'est l'unique raison des primes accordées par certaines grandes entreprises à une partie de leurs salariés sur demande d'un Macron aux abois !

### ***S'en prendre au gouvernement, mais aussi aux nantis qu'il représente***

Les slogans des Gilets jaunes visent, à juste titre, Macron, son gouvernement, ses députés aux ordres. Mais tous ces politiciens ne font que défendre les intérêts des classes possédantes, du patronat des grandes entreprises et de leurs actionnaires. Et les presque 6 000 euros net que touche un député ne doivent pas faire oublier les centaines de milliers d'euros perçus tous les mois par les grandes fortunes ! Ce sont ces riches qui possèdent les grandes entreprises, là où ils profitent de notre travail. Là où nous avons donc les moyens de les faire payer.

**Les yeux plus gros que le ventre**

La direction a annoncé que l'usine de Poissy avait plus de 2 000 voitures en retard. Mais qui c'est le dingue qui s'engage à produire autant avec aussi peu de personnel et de moyens ? Encore un qui n'a jamais mis les pieds dans l'usine ?

**Bobards accumulés presque autant que les profits**

Une quinzaine de responsables d'Opel sont venus visiter le bâtiment de la Peinture pour évaluer les conditions de production d'un véhicule Opel à Poissy. Ce genre de visite organisée par la direction se fait toujours en cachette et en toute opacité.

La transparence on peut toujours l'attendre, la direction ne divulgue rien pour mettre la pression sur la qualité de la D34 et nous promener, avec l'aide de ses syndicats béni-oui-oui, sur ses choix stratégiques d'un deuxième véhicule.

**Cercle vicieux**

Dans la nuit de mercredi à jeudi, au B2, Habillage Caisse, il y a eu une panne informatique qui a entraîné un arrêt du Montage pendant 5 heures. Super, on a pu souffler un peu ! Mais pour rattraper le retard, comme d'hab', ça été la pagaille. Elle a fait travailler presque tous les moniteurs et accélérer la cadence. Sur l'Habillage Caisse, on s'est retrouvé à bosser les uns sur les autres. Les pannes c'est inévitable de temps en temps. Ne serait-il pas plus malin de ralentir la cadence au lieu de tout faire dans la précipitation ?

**L'aire UEP de l'oncle Picsou**

Au B2, kitting HC, la direction a fait construire une nouvelle aire UEP avec des éléments de récupération pour des étagères kanban : une sorte d'abri totalement ouvert sur l'atelier. Ça ressemble plus à une baraque de rond-point qu'à un vrai lieu pour manger et s'isoler du bruit. Reste plus qu'à enfiler le gilet jaune et revendiquer une vraie salle de pause.

**Pour une Europe des grèves !**

En Hongrie, à l'usine automobile AUDI de Győr, après 6 jours de grève, les 13 000 salariés du site ont gagné 18 % d'augmentation du salaire de base, avec une augmentation minimum de 240 € par mois. La grève a été tellement forte qu'elle a entraîné l'arrêt du site Audi d'Ingolstadt en Allemagne et un arrêt partiel du site Volkswagen de Bratislava en Slovaquie. Maintenant, les capitalistes qui avaient implanté des entreprises automobiles dans le pays (Daimler, Suzuki, General Motors, BMW...) s'inquiètent, ainsi que ceux qui sont dans les pays de l'Est voisin.

Ils ont encore en mémoire la grève massive des salariés de Volkswagen en Slovaquie en 2017 ou encore la grève de 2 000 ouvriers de l'usine Fiat en Serbie la même année. Espérons que c'est le début contagieux d'une révolte sur les salaires dans toute l'Europe.

**PSA casseur d'emplois**

Jeudi dernier, la direction a annoncé la fermeture du site de PSA Hérimoncourt près de Sochaux dans l'Est de la France. L'activité de recyclage de moteurs et de boîte de vitesse de cette usine employant 204 salariés doit être transférée à 80 km de là sur le site de PSA Vesoul. Avec la fermeture de PSA Saint-Ouen (324 salariés) annoncée en novembre dernier, ça fait donc 528 salariés et 2 sites menacés en moins de 3 mois. Avec 1,7 milliard de profit en 6 mois, ce n'est pas assez pour les actionnaires de PSA qui en veulent toujours plus.

**Solidaires !**

Dès lendemain de l'annonce, le vendredi, la totalité des salariés des 2 équipes de PSA Hérimoncourt a fait grève pour protester contre la fermeture. Et ce lundi les salariés étaient à nouveau en grève et organisaient une manifestation de 350 personnes avec des syndicalistes de Sochaux et la population. À Poissy nous avons toutes les raisons de nous sentir solidaires de nos collègues de Hérimoncourt et de Saint-Ouen car ici aussi la direction veut massacrer les effectifs et faire disparaître 600 emplois avant juillet.

**Surexploitation sur siège éjectable**

La direction affirme qu'une offre de reclassement à PSA Vesoul sera proposée aux salariés d'Hérimoncourt. Se faire muter et déménager pour aller sur un site qui lui-même doit perdre 450 emplois en 3 ans, pas de quoi se sentir rassuré. De plus à PSA Vesoul depuis septembre dernier, la direction de PSA a imposé un accord qui fait travailler les salariés 37h45 par semaine payé 36 heures (ça revient à une journée de travail gratuit par mois).

Comme avenir, on a vu mieux.

**Macron parle, n'oubliez pas de tirer la chasse**

L'ex-boxeur Christophe Dettinger (dont le surnom sportif est « le gitan de Massy ») est encore en prison pour avoir frappé 2 gendarmes pendant une manifestation de Gilets Jaunes. Alors qu'aucun procès n'a pas encore eu lieu, devant des journalistes, Macron a déclaré à propos de Christophe Dettinger : « *Le boxeur, la vidéo qu'il fait avant de se rendre, il a été briefé par un avocat d'extrême gauche. Ça se voit ! Le type, il n'a pas les mots d'un Gitan. Il n'a pas les mots d'un boxeur gitan.* » Comme d'habitude les commentateurs de Macron puent le mépris. Pour lui un sportif et un gitan c'est forcément incapable d'avoir ses propres idées et de les exprimer.

**Joyeuse Saint-Valentin !**

Jeudi 14 février prochain, la direction doit annoncer des augmentations de salaires et le montant de la prime Gilets jaunes. Avec PSA, une chose est sûre : ça risque de ne pas être la fête...